

Burundi : l'Église adventiste dénonce l'arrestation de ses responsables

RFI, 15-05-2019 Le nouveau pasteur-président de la branche burundaise de l'Église adventiste du 7e jour et l'un de ses principaux adjoints viennent de passer leur cinquième nuit dans les cachots de la Brigade spéciale de recherche de la police à Bujumbura. Accusés de « rébellion », ils y ont rejoint 21 autres fidèles arrêtés début mai.

Tous sont poursuivis pour avoir contesté la décision du gouvernement burundais de maintenir à la tête de la branche locale de cette Église un homme qui a été destitué depuis le 6 décembre 2018. Mardi 14 mai, le président de la Conférence mondiale de l'Église adventiste qui a son siège à Silver Spring aux États-Unis a dénoncé dans une déclaration publique une violation de « la liberté religieuse et de la liberté de conscience ». Il y a six mois, la branche burundaise de l'Église adventiste du 7e jour limoge avec l'accord de sa hiérarchie régionale son principal dirigeant, le pasteur-président Joseph Ndikubwayo, pour « fautes lourdes », selon des sources internes. Il est accusé notamment de détournement de fonds. Le nom de son remplaçant, le pasteur Lamec Barishinga, est alors envoyé au gouvernement pour « prise d'acte », comme cela se faisait sans aucun problème depuis plus de 70 ans. Mais c'était sans compter avec le ministre de l'Intérieur qui décide alors de maintenir en place celui qui a été limogé, un homme réputé proche du pouvoir. Et pour justifier sa décision, Pascal Barandagiye rappelle au président mondial de l'Église adventiste, l'Américain Ted Wilson, dans une lettre qu'il lui a adressée il y a peu, qu'« il n'existe aucun accord de coopération » entre eux. Notre seul interlocuteur est, dit-il, l'Église locale, et elle « doit se conformer à la loi burundaise ». Or celle-ci donne au ministre des pouvoirs étendus. Il est accusé d'avoir à plusieurs reprises mis à la tête de partis politiques, d'ONG ou d'Églises locales des hommes proches du pouvoir en place. Le président mondial de l'Église adventiste dénonce aujourd'hui « les abus et le harcèlement » dont la branche burundaise est victime et il appelle à la libération de tous les adventistes emprisonnés « illégalement », selon lui.